

L'ajournement

Nous savons tous que c'est dans le secteur de l'automobile en général que notre commerce international a subi le plus grand déficit l'an dernier. Cependant, pour ce qui est des négociations du GATT et des négociations permanentes qui s'y font, si l'on réussissait à réduire de façon appréciable les tarifs douaniers imposés par les pays étrangers on ouvrirait d'importants nouveaux marchés aux exportations canadiennes. Et ce qui est également important, en réduisant ses barrières douanières progressivement et intelligemment, et en adoptant des mesures intérieures qui s'imposent avec, le cas échéant, l'aide du gouvernement, le Canada pourrait modifier ses structures comme il se doit et rendre son économie plus efficace, plus concurrentielle et plus résistante aux pressions inflationnistes.

C'est la septième ronde de négociations depuis la signature des accords du GATT en 1947 et c'est la première fois que l'on s'efforce systématiquement de négocier à la fois les barrières commerciales tarifaires et non tarifaires, que ce soit dans le domaine agricole ou industriel. Tous nos principaux partenaires commerciaux participent à ces négociations. Nous tâcherons d'obtenir d'importants avantages pour nos exportateurs, et en retour nos partenaires commerciaux espèrent que nous ferons notre part de concessions. Toutefois, le gouvernement a clairement démontré qu'il réagirait rapidement au cas où les importations augmenteraient à un rythme déréglé, ce qui causerait en peu de temps une situation d'urgence. On peut citer en exemple les mesures prises récemment vis-à-vis des importations de vêtements et d'autres textiles qui avaient augmenté si rapidement qu'elles mettaient en péril la situation des ouvriers travaillant dans les manufactures.

Le gouvernement se rend compte qu'il est nécessaire de poursuivre un dialogue intense avec le secteur privé au sujet des négociations en cours. C'est pourquoi le comité canadien sur le commerce et les tarifs douaniers a reçu du secteur privé plus de 250 mémoires exposant divers points de vue et des préoccupations particulières à l'égard des négociations, y compris ceux de l'industrie automobile et des autres industries manufacturières. Cette façon de procéder, qui prévoit des réunions officielles avec les sociétés, les associations et les intérêts représentant tous les secteurs de l'économie canadienne et toutes les régions du pays permet de tenir compte de toutes les opinions exprimées par le secteur privé à mesure qu'on établit les positions de négociations du Canada. C'est par l'intermédiaire de l'Association des fabricants de pièces, et de leur très habile représentant, M. Pat Laval, que les opinions du secteur privé parviennent quotidiennement au ministre.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE—LE TAUX D'INFLATION D'ICI LA FIN DE L'ANNÉE—LA COMPRESSION DES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES À TOUS LES NIVEAUX

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, le 11 mars dernier, j'ai posé une question au ministre des Finances (M. Macdonald) pour savoir s'il espérait toujours que nous atteindrions d'ici la fin de l'année un taux d'inflation de 6 p. 100. Le ministre a répondu notamment:

Si nous savons faire preuve de plus de modération et parvenons à réduire encore le taux d'inflation dans la catégorie qui exclut les denrées alimentaires, nous atteindrons sûrement l'objectif.

Le 3 mai le ministre n'a pas chanté la même chanson en réponse à une question que lui posait mon collègue le député de Hamilton-Ouest (M. Alexander). Il a dit en partie:

[M. Poulin.]

... c'est peut-être un objectif difficile à atteindre. J'espère qu'il n'atteindra pas 7 p. 100, mais tout dépendra de la conjoncture.

J'ai ensuite posé une autre question au sujet des politiques fiscales et monétaires. J'ai demandé au ministre s'il allait faire une déclaration pour dire quand le gouvernement entrevoyait de mettre fin aux contrôles anti-inflationnistes. Le ministre nous a dit qu'il ferait une déclaration à ce sujet dans le contexte du budget. Ce dernier est arrivé puis disparu sans qu'on nous donne une idée de la date à laquelle on compte mettre fin au programme de lutte contre l'inflation, pas plus d'ailleurs qu'on nous a parlé du nouveau plan qui le remplacera étant donné qu'il a échoué. De fait, si ce n'était de notre énergie et de nos ressources abondantes, nous aurions le pire record économique de tous les grands pays industrialisés à l'heure actuelle.

Voyons comment le Canada se compare aux États-Unis, notre principal associé commercial. En 1975, notre croissance réelle fut de 4.8 p. 100 par rapport à 6.2 p. 100 aux États-Unis. Nos prix à la consommation ont augmenté de 7.8 p. 100 l'an dernier, par rapport à 5.8 p. 100 aux États-Unis où l'on n'a pas de contrôles. Nous avons plus de chômeurs au Canada que toute autre nation industrialisée.

Notre balance des paiements accusait un déficit de 4.9 milliards de dollars l'an dernier, et l'année précédente aussi d'ailleurs, alors que celle des États-Unis marquait un surplus. Même au Royaume-Uni, le déficit était inférieur au nôtre ces deux années-là. Mais il y a plus alarmant encore: la rémunération horaire dans l'industrie de fabrication est passée à 12.9 p. 100 l'an dernier, comparativement à 7.3 p. 100 aux États-Unis, ce qui veut dire que nous continuons de perdre du terrain sur le plan de la concurrence avec les États-Unis.

L'an dernier, les ouvriers des manufactures gagnaient \$7.39 l'heure au Canada contre \$6.90 aux États-Unis, mais nous, nous avions les mesures de contrôles, eux pas. C'est un écart de 49c. l'heure. L'année précédente, en 1975, cet écart n'était que de 9c. et bien sûr, en 1970, leur salaire aux États-Unis était de \$4.20 contre \$3.46 au Canada. Les ouvriers canadiens touchaient en moyenne 74c. de moins que leurs confrères américains, alors que maintenant ils gagnent 49c. de plus que ces derniers. Je répète, monsieur l'Orateur, que c'est après que le gouvernement eût décidé d'appliquer le programme supposé anti-inflationniste à la mi-octobre 1975.

Permettez-moi de citer encore quelques chiffres. Les travailleurs canadiens du textile touchent maintenant \$5.30 contre \$4.55 aux États-Unis; les ouvriers de la chaussure gagnent \$4.55 contre \$4.10 chez nos voisins. Je pourrais passer ainsi en revue tous les secteurs de notre économie. Selon moi, cela explique en bonne partie pourquoi notre économie est l'une des plus précaires au monde, au point de vue du chômage comme du point de vue de l'inflation. La courbe de productivité illustre bien la situation. L'an dernier aux États-Unis, par exemple, la productivité s'est accrue de 8.4 p. 100 comparativement à 3.5 p. 100 au Canada. C'est l'un des rendements les plus faibles des pays industrialisés.

Pour ce qui est des coûts unitaires de main-d'œuvre et du secteur manufacturier, notre situation est absolument déplorable. L'an dernier, ces coûts ont fait un bond de 11.7 p. 100 alors qu'aux États-Unis ils ont diminué de 1.9 p. 100.